LOUKACHENKO, UN MÉCHANT MOINEAU

Alexandre Loukachenko est né le 30 août 1954. Il a étudié en histoire et terminé ses études en 1975. C'est un homme à l'air sévère, brutal, méchant, insensible et froid, mais malheureusement il a aussi la chanson. Il a une nature impitoyable, il est président de la Biélorussie.

Il a été élu chef de l'État pour la première fois le 10 juillet 1994. À seulement presque 40 ans, il est devenu le premier président de la jeune république Biélorusse. Il a été "réélu" en 2001, 2006, 2010, 2015 et plus récemment en 2020. Notons que les élections ne sont qu'un élément décoratif, et les organes représentatifs, y compris le Parlement, n'ont pour seule fonction que de légitimer la volonté d'Alexandre Loukachenko et des fonctionnaires nommés par lui. Sa présidence est controversée, en raison du manque de liberté politique. Loukachenko, qui dirige son pays d'une main de fer, a instauré un régime autoritaire, qui a fréquemment réprimé l'opposition. Dans les faits, on peut dire qu'il est le dernier despote à la mode stalinienne sur le continent européen. Sur la scène internationale, la Biélorussie est plutôt isolée, mais il y a toujours sa précieuse amitié avec la Russie.

Le Bélarus, une ex-république soviétique, est devenu indépendant lors de la dislocation de l'URSS (Union des républiques socialistes soviétiques), en 1991. Il s'agit d'un petit pays d'Europe orientale sans accès à la mer, bordé par la Lettonie au nord, par la Russie au nord-est et à l'est, par l'Ukraine au sud, par la Pologne à l'ouest et par la Lituanie au nord-ouest. La Biélorussie est un pays tampon entre la Russie et l'Union européenne, qui compte environ 9,5 millions d'habitants, sa capitale Minsk a une population approximative de 2 millions de personnes.

Loukachenko est un pur produit de l'époque soviétique. Il ne partage pas les valeurs occidentales et perçoit l'Occident dans son ensemble comme une menace existentielle pour son propre pouvoir. À plusieurs reprises, il a accusé le monde occidental de vouloir déstabiliser son pays, afin d'en changer le régime. Contrairement, à ce qui s'est passé dans plusieurs autres républiques d'Union soviétique, les démocrates n'ont pas accédé au pouvoir en Biélorussie au début des années 1990. Cela s'explique par la faiblesse des mouvements pour la démocratie et par le conservatisme de la société de l'époque. Les fonctionnaires du parti communiste ont conservé la maîtrise de tous les leviers du pays. Le système de gouvernance non démocratique de Loukachenko a longtemps reposé sur trois piliers : le soutien financier, économique et politique de la Russie, la loyauté aveugle de la population et d'une bureaucratie satisfaite par la croissance constante de leurs revenus, ainsi que le recours aux structures de sécurité pour réprimer la contestation à l'intérieur du pays et dissuader toute ingérence extérieure. Le président du Bélarus utilise le bâton pour demeurer au pouvoir et quelques carottes pour les serviteurs qui maintiennent son régime fonctionnel. La mise en place du pouvoir autocratique d'Alexandre Loukachenko a permis de maîtriser l'opposition politique et aussi favorisé une hausse rapide des effectifs de la police et des services spéciaux. L'essor des structures de force de l'État a provoqué une réduction des droits et libertés politiques des citoyens. Le système de sécurité intérieure bélarusse a comme mission principale d'assurer la survie du régime politique existant. Les citoyens ne sont pas pleinement reconnus comme sujets politiques. Depuis son arrivée au pouvoir en 1994, le dictateur biélorusse a bâti sur les ruines de l'URSS un régime autoritaire, tout autour de sa personne, à l'économie centralisée et s'appuyant sur l'armée et la police.

UN PEU D'HISTOIRE

Loukachenko a obtenu un diplôme de la faculté d'histoire de l'institut pédagogique de Moguilev en 1975. De 1975 à 1977, il a servi dans l'armée comme garde-frontière. De 1980 à 1982, il a été commissaire politique d'une division d'infanterie mécanisée stationnée à Minsk, il était un membre actif du Parti communiste de l'Union soviétique. En 1982, après avoir quitté l'armée, il est devenu vice-président d'un sovkhoze, une ferme d'État collective. Ensuite, il a été promu au poste de directeur d'une usine de matériaux de construction de fermes d'État.

Alors que l'URSS déclinait, la Biélorussie alors État vassal de Moscou, a obtenu son indépendance en juillet 1990. La république socialiste soviétique de Biélorussie a été renommée officiellement la république de Biélorussie le 25 août 1991. En 1990, le futur dictateur est élu comme député au Conseil suprême de la république bélarusse, une assemblée monocamérale qui a succédé au Soviet suprême biélorusse de 1991 à 1994. Lors de ce premier mandat politique, il a fondé un groupe politique nommé " Des communistes pour la démocratie ", qui défendait une Union soviétique démocratique reposant cependant sur des principes communistes. Il prétendait avoir été le seul député à voter contre la ratification de l'Accord de décembre 1991 concernant la dissolution de l'Union des républiques socialistes soviétiques et la création de la Communauté des États indépendants (CEI). L'effondrement de l'Union soviétique a provoqué une période de crise sociale, économique et politique, qui a bousculé l'histoire du Bélarus. Au lendemain de la disparition de l'URSS, M. Loukachenko est retourné brièvement gérer une ferme d'État.

Ayant acquis une réputation d'éloquent opposant à la corruption, Loukachenko est élu en 1993 pour servir comme président du comité anti-corruption au Parlement biélorusse. À la fin de l'année 1993, il a accusé 70 hauts fonctionnaires, notamment le président du Parlement, de corruption et de détournements de fonds à des buts personnels. Ces accusations ont conduit à la tenue d'un vote de confiance que le président du Parlement a perdu. Une nouvelle constitution est alors adoptée au début de l'année 1994. Conformément à celle-ci, une élection présidentielle a eu lieu au début du mois de juillet de la même année. Bien que n’étant pas le favori, Alexandre Loukachenko a remporté le scrutin. Il était en tête lors du premier tour avec 45 % des voix. Le 10 juillet 1994, il a remporté le deuxième tour avec plus de 80 % des suffrages. Il a reçu l'appui des communistes et surtout celui des agriculteurs. Ainsi, il est devenu le premier président de la Biélorussie.

Le 24 novembre 1996, notre oiseau a fait organiser un référendum en vue d'étendre son mandat de président de cinq à sept ans, mais également pour augmenter ses prérogatives, entre autres la possibilité de fermer le Parlement, selon sa volonté, et de gouverner par décrets. Ce vote a été un tournant important dans le renforcement du régime autoritaire d'Alexandre Loukachenko. Le 25 novembre le président biélorusse a annoncé que 70,5 % des votants ont appuyé le oui avec un taux de participation de 84 %. La manière dont la campagne a été menée a été vivement condamnée. Le gouvernement a banni l'opposition de la télévision, de la radio et empêché toute parution de journaux de l'opposition durant la campagne référendaire. Dans ces circonstances, les États-Unis et l'Union européenne ont refusé de reconnaître la légitimité du scrutin. Le despote a ajourné immédiatement le Parlement de son pays. La police a occupé le Parlement et emprisonné 89 des 110 députés considérés comme " déloyaux ". Un nouveau Parlement composé de 110 pro-Loukachenko a été mis en fonction. Ce coup de force est unanimement dénoncé par la communauté internationale, ainsi que par les organisations de défense des droits de l'homme. Loukachenko a aussi fait fermer plusieurs journaux d'opposition. Il a, en outre, donné plus de pouvoir au KGB. Le Bélarus est l'unique pays de l'ancienne Union soviétique à avoir conservé cette dénomination.

Le premier mandat présidentiel aurait dû s'achever en juillet 1999, mais à la suite du référendum de 1996, il a été prolongé jusqu'en septembre 2001. Les thèmes de la campagne pour la présidence de 2001 ont été largement similaires à celle de 1994. Un contrôle de l'économie, un partenariat avec la Russie, avec un fort pouvoir présidentiel. Il y avait aussi l'opposition à l'élargissement de l'OTAN vers l'est et être contre les modèles démocratiques incarnés par les pays occidentaux, ainsi que s'opposer à l'idée de toute relation privilégiée avec l'un de ces pays. À l'élection de 2001, Alexandre Loukachenko n'avait qu'un seul adversaire. Le 9 septembre, M. Loukachenko a gagné dès le premier tour. Cependant, l'OSCE (organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) a déclaré que cette élection n'a pas respecté les standards internationaux. La plupart des gouvernements de l'Occident ont critiqué cette élection, alors que la Russie a félicité publiquement Loukachenko après sa réélection.

Dans les années 2000, le président biélorusse a continué de renforcer son pouvoir de diverses manières. Par exemple, il a utilisé la répression directe, la corruption et l'infiltration d'agents des services spéciaux. L'opposition a d'abord été divisée, puis pratiquement éliminée de l'espace politique. Les autorités ont déployé des efforts considérables pour obtenir une dépolitisation de la société en contrepartie de l'amélioration du niveau de vie de la population. Grâce au soutien financier russe et à un contexte économique international favorable, il a été possible malgré des crises périodiques, d'augmenter les revenus des gens et de préserver un secteur public pléthorique. Le 19 mars 2006, M. Alexandre Loukachenko est réélu pour un troisième mandat pour une période de cinq années avec 82,6 % des voix. Le vote a été jugé non conforme aux normes internationales et non démocratique par l'OSCE. Le Conseil de l'Europe a, pour sa part, qualifié l'élection de " farce électorale ".

Après seize années à la tête de l'État, Loukachenko a brigué, sans surprise, un quatrième mandat de suite. Il a déclaré notamment dans la campagne que ses opposants étaient des " ennemis du peuple ", qui seraient à la solde des puissances occidentales. L'élection de décembre 2010 a crédité le sombre personnage de 79,6 % des voix. L'OSCE a évoqué une élection " loin des principes démocratiques ". Il a été accusé de fraude électorale. Le 19 décembre 2010, jour de la proclamation des résultats du vote, a été émaillé de nombreuses et violentes manifestations. Le siège du gouvernement a même été attaqué et des centaines de manifestants ont été arrêtés. L'Union européenne et les États-Unis ont condamné la vague de répression. Le dictateur a encore été " élu " le 11 octobre 2015 avec plus de 80 % des suffrages.

DES FAITS PLUS RÉCENTS

Au printemps 2020, alors que l'opposition était marginalisée depuis des années, plusieurs candidats anti-Loukachenko ont suscité une adhésion populaire à l'approche de l'élection présidentielle. C’était le cas notamment de Sergueï Tikhanovski, un vidéo-blogueur devenu populaire en étrillant la corruption du pouvoir et d'un ancien banquier, Viktor Babaryko. Leur popularité inquiétait le charognard. Le 29 mai 2020, M. Tsikhanovski a été emprisonné, mis en cause pour des troubles de masse et d'incitation à la haine sociale. Son épouse, Svetlana Tikhanovskaïa, est devenu par la suite la figure de l'opposition à Loukachenko et elle a décidé de se présenter contre lui à l'élection pour la présidence du 9 août 2020. Viktor Babaryko, considéré alors comme le principal opposant à Loukachenko, a été arrêté le 18 juin 2020. Il a été accusé de corruption et de blanchiment d'argent. Le lendemain le président a annoncé avoir déjoué une tentative de coup d'État. En juin 2020, des manifestations de rue contre le régime autoritaire ont lieu. Loukachenko a affirmé que les protestations de l'opposition faisaient partie d'un complot étranger potentiellement orchestré, par les Américains, l'OTAN, des Russes ou des Ukrainiens.

Selon les résultats officiels de la votation, Alexandre Loukachenko est " réélu " avec 80,2 % des voix, tandis que sa principale rivale, Svetlana Tikhanovskaïa, n'a récolté que 10,1 % du vote. Comme à l'habitude, il s'agissait d'une élection organisée par le gars des vues. Deux jours plus tard, Mme Tikhanovskaïa s'est réfugiée en Lituanie pour éviter d'être incarcérée et aussi pour pouvoir continuer de combattre le despote. Elle est devenue la représentante des siens à l'étranger : " Nous n'arrêterons pas. Nous poursuivrons le combat pour nous libérer de la peur qui étreint notre pays ". Elle a le soutien de plusieurs leaders occidentaux, dont le Canada. Après l'élection, il y a eu une vague de manifestations et de grèves dans tout le pays, qui ont été réprimées avec violence par les forces de l'ordre. Des milliers de personnes ont descendu dans les rues pour réclamer le départ de Loukachenko du pouvoir. Il y a eu environ 3000 arrestations, un mort et des dizaines de blessés lors des manifestations à Minsk et ailleurs dans le pays. Le président du Bélarus a affirmé que les protestations étaient téléguidées depuis l'étranger. Ces contestations du pouvoir se sont poursuivies pendant plusieurs mois, rassemblant à chaque dimanche des dizaines de milliers de personnes dans toute la Biélorussie. Ces manifestations ont été sauvagement réprimées par les autorités, qui ont même utilisé des canons à eau et des véhicules blindés. Beaucoup de gens ont été violemment frappées par les forces de l'ordre. Des centaines de manifestants, responsables de mouvements politiques, d'organisations syndicales et de journalistes ont été arrêtés, accusés d'avoir organisé ou participé à la protestation. L'essentiel des dirigeants de l'opposition ont été contraints à l'exil ou emprisonnés. Svetlana Tikhanovskaïa, principale candidate de l'opposition, a annoncé lors d'une conférence de presse qu'elle rejetait les résultats officiels de l'élection, se considérant comme vainqueur et demandait au triste sire de se retirer. Loukachenko était fragilisé par les grèves dans les usines et le mouvement de contestation qui a duré plusieurs mois. Le 15 août 2020, Loukachenko s'est entretenu avec le président russe, Vladimir Poutine. Ce dernier lui a promis une aide sécuritaire pour préserver la sécurité de la nation bélarusse. Ainsi, grâce au soutien constant de Moscou et à une campagne de harcèlement, bien orchestrée, des opposants, M. Loukachenko est parvenu à demeurer à la direction de l'État. Le 23 septembre 2020, le président Loukachenko a prêté serment, pour un sixième mandat, lors d'une cérémonie tenue secrète. Le lendemain, l'Union européenne a refusé de le reconnaître comme chef d'État légitime de la Biélorussie. Le chef de la diplomatie européenne a déclaré, qu'il y avait un manque de légitimité démocratique et que l'élection n'était " ni libre ni équitable ".

Le 19 octobre 2020, Mme Tikhanovskaïa a lancé un ultimatum au fraudeur électoral. Elle lui a donné une semaine pour quitter le pouvoir et libérer les prisonniers politiques, sans quoi des manifestations monstres et une grève générale auraient lieu. Plus de deux mois après le vote frauduleux, l'épreuve de force entre la rue et le pouvoir s'est accentuée. Les manifestations ne faiblissaient pas et la répression s'intensifiait. Un rassemblement de retraités a même été dispersé à coups de matraque et de gaz lacrymogène. Au mois d'octobre 2020, les autorités ont menacé d'utiliser des balles réelles pour disperser les manifestants. Régulièrement, les minibus noirs des Omon, les membres des forces spéciales de la police, ont bloqué la foule, utilisant des grenades, des canons à eau ou du gaz lacrymogène. Ça faisait dix semaines qu'ils manifestaient pour réclamer le départ du sinistre personnage, mais aussi la libération des prisonniers politiques. Le lundi 26 octobre 2020, première journée de grève générale, des groupes d'ouvriers des usines d'État du Bélarus, plusieurs milliers d'étudiants et des retraités ont défilé dans les rues de Minsk. Dans le centre de la capitale, de nombreux magasins, cafés et restaurants sont restés fermés. Le triste chef de l'État a refusé de répondre à l'ultimatum posé par l'opposante en exil Svetlana Tikhanovskaïa. Cette dernière a déclaré que des employés d'entreprises et d'usines publiques, du secteur des transports, des mineurs, des professeurs et des étudiants ont commencé à faire la grève. Selon la version gouvernementale tout était beau et tout fonctionnait normalement. Cette journée a été marquée par la répression. Il y avait beaucoup de peur chez les travailleurs et l'appel à la grève générale a été peu suivi. Le régime Loukachenko a intensifié ses pressions pour contrer la mobilisation pour la grève générale. Le ministère de l'Intérieur biélorusse a fait savoir que plus d'un demi-millier de contestataires avaient été arrêtés à Minsk. En novembre 2020, le mouvement de contestation a commencé à s’essouffler, à cause d'une répression constante et croissante des autorités. La plupart des leaders de l'opposition ont été emprisonnés ou contraints à l'exil. Notons cependant qu'il y a eu des manifestations jusqu'en février 2021.

La répression a aussi touché les médias. Le 18 février 2021, deux jeunes journalistes de la chaîne d'opposition Belsat ont été condamnés à deux ans de prison, accusés d'avoir fomenté des troubles en couvrant la contestation de 2020. Le samedi 27 mars 2021, les forces policières bélarusses ont contrecarré l'organisation d'une manifestation à Minsk et arrêté 110 personnes. Les partisans de l'opposition espéraient se rassembler en début d'après-midi dans le centre de la capitale bélarusse, mais en ont été empêchés par une forte présence de la police, qui a bouclé plusieurs rues, une place et un parc de la capitale. Les services de sécurité du Bélarus, le KGB, ont annoncé le 16 avril 2021 avoir démantelé lors d'une opération spéciale un groupe organisé d'orientation terroriste, qui planifiait l'élimination physique du président et de sa famille, ainsi que l'organisation d'une rébellion armée afin de prendre le pouvoir par des moyens violents. Selon M. Loukachenko, deux citoyens biélorusses ont été arrêtés à Moscou par les forces de sécurité russe (FSB). " Nous avons détenu le groupe, ils nous ont montré comment ils avaient tout planifié. Ensuite, nous avons découvert le travail de services de renseignement clairement étrangers, très probablement la CIA, le FBI ", a assuré le sinistre individu dans une vidéo diffusée par la présidence. Ni la Russie ni les États-Unis n'ont commenté ces affirmations de Loukachenko. La cheffe de file de l'opposition bélarusse en exil, Svetlana Tikhanovskaïa, a pour sa part dénoncée une " provocation " des services de sécurité russes et biélorusses.

Le 23 mai 2021, un avion de chasse biélorusse a intercepté un appareil de la compagnie Ryanair, qui effectuait le trajet Athènes en Grèce à Vilnius en Lituanie et l'a détourné vers Minsk pour arrêter le dissident Roman Protassevitch et sa conjointe Sofia Sapega. Protassevitch, fondateur et ex-rédacteur en chef du média d'opposition Nexta. Ce dernier a joué un rôle central dans la contestation en relayant les consignes des organisateurs des manifestations. En Biélorussie, les opposants qui sont arrêtés sont torturés. Les autorités ont affirmé avoir reçu une alerte à la bombe concernant ce vol commercial. Ainsi, le président biélorusse a affirmé avoir agi " en toute légalité ". Il a également mentionné qu'à proximité se trouvait une centrale nucléaire. Il a dit, devant le parlement de son pays, qu'il était de sa responsabilité de protéger les gens : " J'ai agi légalement, pour la protection de mon peuple ". Cet incident a provoqué un tollé international. Plusieurs pays, dont les États-Unis, le Canada, le Royaume-Uni et l'Union européenne ont annoncé des sanctions contre le Bélarus. Par exemple, l'Union européenne a interdit son espace aérien aux vols biélorusses et exigé la libération immédiate de l'activiste et de sa conjointe. Cette action du régime dictatorial a démontré une fois de plus la sévérité de la répression contre les opposants. C'était, tout simplement, un nouvel épisode de la guerre que livre le dictateur contre ses adversaires, à l'intérieur du pays, comme à l'extérieur. Cet incident a été considéré en tant qu'acte de piraterie par une bonne partie de la communauté internationale. Pendant ce temps, Moscou a affirmé qu'il n'y avait aucune raison de ne pas croire l'explication bélarusse. En outre, le sombre personnage s'est montré très offensif à l'égard des pays occidentaux, qui ont accusé le pouvoir du Bélarus d'avoir inventé cette alerte à la bombe, afin de s'emparer de l'opposant Roman Protassevitch et de sa conjointe qui se trouvaient dans l'avion. Deux jours après ce détournement d'avion, sept opposants dont le chef d'un parti d'opposition ont été condamnés à des peines allant de quatre à sept ans de prison, pour avoir participé à ce qui a été qualifié de " troubles massifs ", en référence au vaste mouvement de protestation de 2020. À ce moment-là, plus de quatre cents personnes avaient déjà été condamnées à des périodes d'incarcération, dont une vingtaine de journalistes.

Face à cette situation, l'Union européenne et les États-Unis ont imposé, depuis plusieurs mois

de nombreuses mesures contre le régime biélorusse. Ainsi, 88 personnes dont Loukachenko et sept entités étaient sous le coup de sanctions telles que l'interdiction de voyager dans l'UE et un gel des avoirs. De leur côté, les États-Unis avaient réimposé en avril des sanctions envers neuf entreprises publiques de la Biélorussie. Mais de l'aveu du président français Emmanuel Macron, ces mesures se sont révélées inefficaces. Malgré ces dernières, Alexandre Loukachenko a toujours refusé de dialoguer avec l'opposition. Les États-Unis, l'Union européenne, le Royaume-Uni et le Canada ont imposé des sanctions communes à la Biélorussie au mois de juin 2021, après le déroutage d'un vol de la compagnie Ryanair. En signe de protestation contre les sanctions adoptées à son endroit, l'État biélorusse a annoncé vers la fin juin 2021 qu'elle rappelait son ambassadeur auprès de l'Union européenne et " invité " le chef de la délégation européenne à Minsk à retourner à Bruxelles. Les responsables européens ayant participé à l'élaboration des sanctions contre le régime biélorusse ont également été interdits d'entrée sur son territoire. Le pays a aussi suspendu sa participation au partenariat oriental de l'UE. Minsk voulait ainsi signifier aux dirigeants européens le caractère inacceptable des pressions et des sanctions prises à son encontre après l'interception d'un avion de ligne.

Le vendredi 2 juillet 2021, M. Alexandre Loukachenko a annoncé le démantèlement au Bélarus de cellules terroristes dormantes. Ces cellules étaient, selon le président de l'État slave, liées à l'Allemagne, à l'Ukraine, aux États-Unis, à la Pologne et à la Lituanie. Leur objectif était de renverser le régime par la violence. Loukachenko a affirmé qu'"un nombre énorme d'armes affluait vers la Biélorussie depuis l'Ukraine " en annonçant avoir ordonné aux gardes-frontières biélorusses de " fermer définitivement la frontière avec l'Ukraine ". Les autorités du régime dictatorial ont bloqué le 8 juillet 2021 le site internet du plus ancien journal du Bélarus et effectué une série de perquisitions visant la presse indépendante, une nouvelle étape dans la brutale répression de la contestation ayant secoué ce pays en 2020. En cette même journée, le ministère de l'Information a dit avoir ordonné le blocage de Nacha Niva, le plus ancien journal du pays entièrement passé en ligne en 2016, en raison de difficultés économiques. Les bureaux comme les domiciles de plusieurs journalistes ont été visés par des perquisitions. Son rédacteur en chef, Egor Martinovitch, est soupçonné d'organisation ou de préparation d'actes violant de manière grossière l'ordre public et a été mis en état d'arrestation pour 72 heures. Selon l'association biélorusse des journalistes le rédacteur en chef d'un autre média indépendant a également été arrêté. L'ONG Viasna a assuré pour sa part que les rédactions de deux sites indépendants régionaux Brestskaïa Gazeta et Intex-Press ont dit avoir fait l'objet de perquisitions. À cette époque, au moins 25 journalistes et autres employés de médias étaient emprisonnés ou en résidence surveillée. Certains sont jugés pour des affaires d'extrémisme et d'autres ont été condamnés à de la prison pour avoir seulement couvert des manifestations.

Dans les jours qui ont suivi, le régime a poursuivi son action répressive. Le 14 juillet une cascade de perquisitions par les services de sécurité du Bélarus d'au moins douze organisations, dont les principaux groupes de défense des droits humains et de l'arrestation de plusieurs militants. Les perquisitions ont visé les bureaux d'au moins six ONG. Les descentes de police ont aussi ciblé les locaux de l'Association des journalistes biélorusses, du parti d'opposition Front populaire, du mouvement dissident Pour la Liberté, d'un groupe de recherche économique, d'une agence de communication et d'une organisation d'aide aux Bélarusses vivant à l'étranger. La haut-commissaire de l'ONU aux droits de l'homme, Michelle Bachelet, a dénoncé le lendemain la répression et les nouvelles arrestations d'opposants en Biélorussie, appelant les autorités à les libérer immédiatement. Mme Bachelet a écrit dans un communiqué : " Je suis profondément alarmée profondément par les derniers développements en Biélorussie. Une telle répression est totalement inacceptable ". Antérieurement Michelle Bachelet avait aussi déclaré : " J'ai mis en garde à plusieurs reprises contre la détérioration de la situation en Biélorussie et j'appelle une nouvelle fois le gouvernement à cesser sa politique d'intimidation et de harcèlement à l'encontre des membres de la société civile et des médias. Les personnes encore détenues doivent être libérées immédiatement ".

Par ailleurs, les services de sécurité ont mené des perquisitions le 16 juillet chez au moins douze journalistes de médias indépendants ou d'opposition. En cette même journée de juillet 2021, la justice bélarusse a condamné à des peines de prison de deux ans ou plus onze étudiants et un professeur d'université pour leur participation, en 2020, à des manifestations contre le président M. Alexandre Loukachenko. Ils étaient accusés de " crime organisé " et d'une participation active à des événements " violant gravement l'ordre public " dans leurs universités. À force de répression, un an après l'élection frauduleuse, il n'y a plus de manifestations, alors qu'elles rassemblaient des dizaines de milliers de personnes, il y a moins d'un an. Pour marquer le premier anniversaire de la contestation anti-Loukachenko, les rassemblements de Bélarusses se sont faits à l'étranger, en Pologne et en Ukraine, pays dans lesquels plusieurs dissidents se sont réfugiés.

Le président biélorusse s'est montré, le 9 août 2021, implacable à l'égard de ses détracteurs, niant toute répression dans son pays, au moment que Washington a dévoilé une nouvelle volée de sanctions contre des personnalités, entreprises et entités du Bélarus. Le Royaume-Uni a également durci ses sanctions à l'endroit de la Biélorussie, visant notamment les industries clés des produits pétroliers et des engrais, en réaction aux atteintes répétées à la démocratie et aux droits humains de la part du régime bélarusse. Le Canada a aussi annoncé de nouvelles sanctions ciblant les principaux acteurs de l'économie biélorusse, en solidarité avec ses partenaires internationaux. Lors d'une rencontre télévisée avec la presse et des dignitaires du régime, le président à vie, a jugé, dans des propos décousus, que l'année n'avait " pas été facile " et accusé une fois de plus ses opposants d'avoir voulu fomenter un coup d'État. Interrogé sur les arrestations massives et les liquidations de médias ou d'ONG, il a récusé le terme de répression : " Il n'y a pas et il n'y aura jamais de répression dans mon pays. Je n'en ai pas besoin. Les opposants sont des agents des services spéciaux américains ".

La justice de la Biélorussie a condamné lundi le 6 septembre 2021, à l'issue d'un procès à huis clos, à onze ans de prison Maria Kolesnikova, grande figure de la contestation de l'été 2020. Une sentence illustrant une fois encore la répression sans relâche de toute opposition au régime dictatorial. Mme Kolesnikova, 39 ans, a été reconnue coupable de " complot visant à s'emparer du pouvoir, d'appels à des actions portant atteinte à la sécurité nationale et de création d'une formation extrémiste ". Son coaccusé, l'avocat Maxime Znak, s'est vu infliger une peine de 10 ans d'emprisonnement dans une colonie pénitentiaire de haute sécurité. Selon les images diffusées avant le verdict, Mme Kolesnikova, cheveux courts, portant du rouge à lèvres, était souriante à l'audience, enfermée avec M. Znak dans la cage de verre réservée aux accusés. Menottée, elle a formé, à l'attention de quelques

Médias pro-pouvoir autorisés, un cœur avec les mains, l'un des signes de ralliement de l'opposition. Washington a dénoncé une condamnation honteuse, tandis que l'UE s'est insurgée du mépris flagrant de Minsk pour les droits humains. Londres a réclamé la fin de la répression. Maria Kolesnikova avait été incarcérée en septembre 2020 après avoir résisté de manière spectaculaire à une tentative de l'expulser de son propre pays. Selon ses proches, les services spéciaux biélorusses (KGB) l'ont enlevée, puis lui ont mis un sac sur la tête pour la conduire à la frontière ukrainienne. Refusant de quitter la Biélorussie, elle a sauté d'une fenêtre et a déchiré son passeport, ce qui a entraîné son incarcération. Maria Kolesnikova et Maxime Znak ont travaillé pour Viktor Babaryko, rival du dictateur infâme du Bélarus, récemment condamné à 14 ans de prison pour fraude, une affaire qu'il a dénoncée comme étant politique. Mme Kolesnikova était l'une des trois femmes propulsées à la tête du mouvement de protestation, avec Svetlana Tikhanovskaïa, candidate à la présidentielle de 2020 à la place de son mari emprisonné et Véronika Tsepkalo. Ces deux dernières ont fui le pays, sous la pression des autorités. Le 27 septembre 2021, le prix des droits de l'Homme Vaclav Havel du Conseil de l'Europe a été décerné à l'opposante bélarusse Maria Kolesnikova, grande figure de la contestation de l'été 2020. Ce prix peut être considéré comme un signe de la solidarité de tout le monde démocratique avec le peuple du Bélarus et l'histoire continue de s'écrire ...

Selon la plupart des analystes, si Alexandre Loukachenko a réussi à se maintenir au pouvoir depuis toutes ses années, c'est grâce au précieux soutien de la Russie. En fait, il s'agit du facteur clef derrière la capacité du dictateur à demeurer en selle.

LIENS AVEC MOSCOU

La dépendance de la Biélorussie face au Kremlin a commencé dès le début du régime Loukachenko. Le pays a hérité de l'Union soviétique d'une armée de 250 000 soldats et d'un arsenal militaire immense. Au vu de la profonde crise économique dans laquelle le Bélarus a été plongé lors de la première moitié des années 1990, il n'avait pas la possibilité financière de maintenir ses capacités militaires à un tel niveau, il fallait absolument de l'aide. En 1994, le Bélarus est complètement dépendant du gaz et de l'électricité importés de Russie et payés à prix préférentiels. L'absence de moyens financiers pour payer les importations russes a rendu la coopération économique avec la Russie plus que nécessaire. Rapidement, la Russie est devenue le principal allié d'Alexandre Loukachenko et Moscou et Minsk se sont mis à accuser les Occidentaux de fomenter les troubles. Durant des années, il a surfé sur la nostalgie soviétique. En 1995, il a donné, par exemple, à la langue russe un statut de langue officielle, à côté du biélorusse. Grâce notamment à l'aide financière de la Russie, il a mené une politique sociale protectrice en versant de nombreuses subventions pour maintenir les usines à flot, l'emploi et les salaires y ont été garantis. En parallèle, le régime est devenu de plus en plus autoritaire : les médias sont muselés, les élections truquées et l'opposition est systématiquement traquée. En 2004, M. Loukachenko a supprimé la limitation du nombre de mandats présidentiels pour devenir président à vie. Tout au long du temps, la Russie a donné un soutien financier et économique à grande échelle au Bélarus en échange de la loyauté stratégique de celui-ci. En matière de défense, le Kremlin a toujours imposé à Minsk une coopération sécuritaire en contrepartie de son assistance économique et politique. L'objectif stratégique de Moscou n'est pas d'annexer la Biélorussie, mais de la vassaliser. Pour l'élite administrative, militaro-policière et économique de la Biélorussie post-communiste, la Russie était un interlocuteur commode et la coopération avec elle en matière de sécurité allait de soi. Arrivé au pouvoir en 1994, Loukachenko a repris à son compte cette logique. En contrepartie de sa loyauté envers Moscou, le Bélarus se voyait accorder par la Russie des aides financières, des tarifs préférentiels et un soutien politique.

M. Loukachenko s'est même engagé publiquement à ne jamais laisser passer de chars de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) en route pour Moscou par son territoire et a reçu en coulisses des financements supplémentaires de la part du Kremlin. Dès les premières années de l'indépendance, le complexe militaro-industriel de la Biélorussie était presque intégralement tourné vers la collaboration avec la Russie. À ce jour, l'armée bélarusse demeure encore principalement dotée d'équipements de fabrication russe. Les Russes ont même donné des armes à Loukachenko. Au yeux du régime néostalinien, la Russie apparaît comme un protecteur indispensable face à la menace de l'Occident. Pour Moscou, Loukachenko est un partenaire compliqué et même déplaisant, mais il présente l'avantage d'être familier et prévisible. Idéalement aux yeux de Moscou. la Biélorussie peut bénéficier d'une grande autonomie dans ses affaires intérieures, mais est totalement soumise à la Russie en matière de politique étrangère, de sécurité et de politique monétaire, tout en conservant les attributs extérieurs d'un État souverain.

L'histoire du système de sécurité intérieure du Bélarus peut être schématiquement divisée en trois phases. La première, de 1994 à 2004, a été celle de la formation du pouvoir autocratique d'Alexandre Loukachenko, de la progression du projet d'intégration avec la Russie et de l'élimination de la criminalité organisée. La deuxième phase a duré de 2005 à 2018. Ses principales caractéristiques ont été la stabilité du système politique, due notamment au fort soutien économique et politique fourni par Moscou, la suppression quasi totale de tous les pôles alternatifs d'influence politique à l'intérieur du pays, ainsi que la fragmentation du système politico-judiciaire et la création

de nouveaux services spéciaux. Cette période a aussi été marquée par le début des difficultés économiques. La troisième phase est présentement encore en cours en 2021. Elle est liée à la baisse brutale des ressources financières de l'État et à la dégradation du système de gestion étatique. Il faut aussi signaler une augmentation de la contestation, mais également de la répression.

Le 15 août 2020, quelques jours à peine après l'élection, M. Alexandre Loukachenko s'est entretenu avec le président russe Vladimir poutine. Ce dernier lui a promis une aide sécuritaire pour préserver la nation biélorusse. À la mi-septembre, le président russe est venu à la rescousse de son petit voisin, il lui a attribué un prêt de 1,5 milliards de dollars. Poutine a encore rencontré Loukachenko le 28 mai 2021 à Sotchi, confirmant ainsi le soutien, jusqu'ici indéfectible, de la Russie envers le dernier dictateur d'Europe. Au premier jour de septembre, le sinistre sire a acheté un énorme lot d'armes russes. La Russie va envoyer au Bélarus, des dizaines d'avions de guerre, d'hélicoptères et des systèmes de défense aérienne, qui pourraient inclure des missiles S-400. Cette décision est intervenue alors que les deux pays slaves se préparaient pour des jeux de guerre militaires conjoints. Le 9 septembre 2021, les deux hommes se sont entendus sur un renforcement de l'intégration économique de leurs pays, dont le rapprochement s'est accentué depuis le mouvement de contestation réprimé au Bélarus. Loukachenko a présenté son pays comme le dernier rempart de la Russie face à une éventuelle agression de l'OTAN. Lors d'une conférence de presse au Kremlin, les deux dirigeants ont annoncé la signature d’un ensemble de 28 programmes pour renforcer l'union Russie-Biélorussie, une alliance politico-économique datant de 1999 et longtemps restée à l'arrêt. Poutine a indiqué que ces programmes visent à une unification de la législation russe et bélarusse dans différents secteurs économiques et à la construction de marchés financiers et énergétiques unifiés. Selon le président russe, ils doivent permettre aussi d'accomplir une politique industrielle et agricole commune. Il a également évoqué la création d'un marché du gaz unifié entre les deux pays avant 2023. Cette rencontre entre Poutine et Loukachenko est intervenue à la veille du début de grands exercices militaires communs en Russie et en Biélorussie. L'armée russe reste le principal partenaire de l'armée biélorusse. Une cinquantaine d'exercices conjoints sont organisés tout au long de l'année, dévouement du Bélarus à son alliance militaire avec la Russie, ce qui favorise le règlement de problèmes aussi bien politiques qu'économiques en faveur de Minsk. La disparition du marché militaire unique de l'Union soviétique et l'effondrement des dépenses de défense des pays postsoviétiques ont placé le complexe militaire biélorusse devant une alternative simple : se développer ou mourir. Le complexe militaro-industriel national a survécu et s'est développé, en grande partie grâce aux technologies soviétiques dont il disposait, qui dataient souvent des années 1960-1970. Les nouvelles solutions de production ont permis de tirer profit de ces technologies anciennes, qui rapportent aujourd'hui des centaines de millions d'euros de recettes chaque année. La Russie étant le plus gros client du complexe militaro-industriel de la Biélorussie.

Sous le regard soucieux de leurs voisins d'Europe de l'Est, la Russie et le Bélarus ont lancé le 10 septembre 2021 de grandes manœuvres militaires communes, sur fond de tension russo-occidentales récurrentes, chaque camp s'accusant de multiplier les actes hostiles. Tous les quatre ans, la Russie et la Biélorussie organisent l'exercice Zapad, qui a toujours énervé les responsables militaires américains et de l'OTAN, craignant que Moscou utilise l'exercice comme moyen de déplacer des forces plus importantes que le nombre annoncé près des frontières alliées. Ces manœuvres baptisées Zapad 2021 (Ouest 2021), ont impliqué 200 000 militaires et se sont déroulés sur neuf bases militaires russes, cinq bases bélarusses et en mer Baltique. Plus de 80 avions et hélicoptères, 760 véhicules de guerre, dont plus de 290 chars, ainsi que jusqu'à 15 navires ont participé aux exercices, selon les informations transmises par le ministère russe de la Défense.

Le coup d'envoi de ces déploiements militaires a été donné au lendemain d'une nouvelle rencontre au Kremlin entre les présidents russe et biélorusse, qui ont estimé que ces opérations militaires relevaient du bon sens, " Leur tenue est logique, quand on voit d'autres alliances, l'OTAN en particulier, qui accroît activement sa présence militaire aux frontières de l'Union Russo-Bélarusse " a dit M. Poutine. " Nous ne faisons rien d'autre que ce que font déjà nos adversaires et concurrents ", a abondé M. Loukachenko. Lors de cette rencontre, ils ont aussi annoncé s'être entendus sur un renforcement de leur intégration économique dans le cadre de l'Union Russie-Bélarus, une alliance datant de 1999 et longtemps restée au point mort. Les dirigeants des deux ex-républiques soviétiques, déjà liées par une alliance militaire, l'Organisation du Traité de Sécurité Collective (OTSC), ont aussi fait la création d'un espace de défense unifié. Ce rapprochement, entre les deux hommes, se produit dans un contexte de tensions croissantes entre la Russie et l'Occident sur de nombreux dossiers, notamment depuis l'annexion de la Crimée ukrainienne par la Russie en 2014 et d'une guerre entre l'Ukraine et des séparatistes pro-russes soutenus par Moscou.

La Russie travaille depuis des années à l'appréciation de ses capacités de robot de combat. En avril 2021, le ministère russe de la Défense a annoncé son intention de créer une unité armée de robots de frappe. Pendant les exercices militaires Zapad 2021, des robots de combat russes ont été testés pour la première fois. Il s'agissait de véhicules terrestres sans pilote dans des formations de combat, une étape importante dans la quête du pays pour développer une unité militaire entièrement robotisée efficace. Les deux robots blindés ont été utilisés pour des travaux d'appui-feu et de reconnaissance. Le plus gros, un engin à chenilles équipé d'un canon mitrailleur de 30 mm, d'une mitrailleuse, de missiles antichars et d'un lance-flammes, a détruit des cibles ennemies fictives à plus de 5 kilomètres. Le plus petit a tiré sur des cibles avec une mitrailleuse montée et un lance-grenades en plus d'effectuer des tâches, qui seraient dangereuses pour les troupes, telles que la livraison de munitions et d'équipement de combat, un avant-goût de la guerre du futur.

EN GUISE DE CONCLUSION

Le régime politique de Loukachenko est caractérisé par la répression forte et brutale des opposants, il se maintient au pouvoir par la force. Un pays dans lequel il y a des arrestations pour des motifs politiques, des disparitions, de la torture et même des assassinats. Depuis des mois, le dictateur a fait emprisonner à tout-va opposants, journalistes et militants pour mater définitivement la contestation née de sa réélection, jugée frauduleuse, en août 2020. Le mouvement a rassemblé, pendant plusieurs mois, des dizaines de milliers de manifestants, avant de s'essouffler progressivement, face aux milliers d'arrestations, aux violences, aux exils forcés et aux procès. Des dizaines de médias et d'ONG ont été fermés et les leaders de l'opposition ont tous été mis en prison ou contraints à l'exil. Loukachenko a accusé les gouvernements occidentaux d'avoir instigué les manifestations dans l'espoir de provoquer une révolution. Le régime dictatorial résiste encore aux sanctions d'autres pays à son encontre, avec l'appui indéfectible et les crédits de Moscou. Au cours des 27 dernières années, les prérogatives des structures de force du Bélarus ont été progressivement étendues.

Le président de la Biélorussie demeure l'instance de contrôle suprême. Soulignons également l'importance de la verticale idéologique inspirée du modèle soviétique, qui a été mise en place au sein de tous les organes de force du pays slave. Les idéologues ont formé un système, qui est appelé non seulement à endoctriner les agents et à leur inculquer la loyauté envers le chef de l'État, mais aussi à contrôler leur vie privée. Il n'existe aucune forme de supervision citoyenne ou démocratique, l'activité des structures de force est opaque pour le grand public. Les centres d'influence politique alternatifs ont été éliminés à l'intérieur du pays, et la totalité du pouvoir est concentrée entre les mains d'un seul homme, Alexandre Loukachenko. Depuis son arrivée à la présidence, le triste sire a consacré l'essentiel de ses efforts au renforcement et à la conservation de son pouvoir, le développement économique du pays a été sacrifié au nom de cet objectif. Pour l'instant le régime semble stable, mais il y a un mécontentement interne croissant à l'égard de la politique des autorités en place.

Les élections sont devenues des rituels destinés à officialiser la nomination des députés par le régime. Aux élections à l'Assemblée nationale en 2004, aucun candidat des forces démocratiques n'a été élu député. Cette situation a perduré jusqu'en 2016, lorsque les autorités, dans un souci de normalisation des relations avec l'Ouest, ont de facto nommé député un représentant des forces d'opposition sur les 110 sièges que compte l'Assemblée nationale, une véritable farce qui n'est cependant pas drôle. Sur les six élections présidentielles remportées par Loukachenko, seule la première a été jugée vraisemblablement libre et juste par les observateurs internationaux.

Malgré les sanctions canadiennes, européennes et américaines visant Alexandre Loukachenko et des hauts responsables de son gouvernement, le président biélorusse, soutenu par Moscou, n'a donné aucun signe d'ouverture au mouvement de protestation, renforçant au contraire la répression, tout au long des mois. Le pouvoir en place à Minsk n'a jamais cherché le dialogue avec ses détracteurs. Le despote ne semble pas vouloir lâcher, il a la couenne dure. Le combat du peuple pour avoir plus de liberté va se poursuivre. Mais la population veut, de plus en plus, du changement, les gens veulent se débarrasser de Loukachenko. En particulier, la génération qui n'a pas connu les années 1990 et qui estime que le pays doit changer de cap se montre de plus en plus active. Il est à souhaiter que le peuple biélorusse arrive à se débarrasser de ce méchant moineau le plus rapidement possible.

Yves Massé